



Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET
WWW.USMISSION.CH

Hebdomadaire

CETTE SEMAINE

6 JANVIER 2005

LA PARTICIPATION DES E.-U. AUX SECOURS ILLUSTRE LEUR GÉNÉROSITÉ, DIT M. POWELL

La tournée dans les pays sinistrés 1

TSUNAMI : LE RÔLE DES ETATS-UNIS DANS L'APPORT DE SECOURS S'ACCROÎT

Résumé des initiatives mises en route jusqu'ici 2

SEULS LES TRÈS GRANDS SÉISMES DÉCLENCHENT UN TSUNAMI

Neuf pays ont été frappés par un tsunami ces dix dernières années. 3

LES IRAKIENS SE PRÉPARENT EN VUE DE LEUR PREMIÈRE ÉLECTION DEPUIS 50 ANS

Une Assemblée démocratiquement élue rédigera la nouvelle constitution. 5

LES IRAKIENS ASSUMENT LA RESPONSABILITÉ DU PROCESSUS ÉLECTORAL

Des centaines de groupes se préparent à participer au processus politique..... 7

TEXTILES : LA FIN DES CONTINGENTS INQUIÈTE CERTAINS PAYS

Ces pays craignent le déferlement des produits importés de Chine..... 7

LES MÉCANISMES LIÉS À L'OCTROI DE VISAS ONT ÉTÉ ÉVALUÉS ET AMÉLIORÉS

Ils sont aujourd'hui plus équitables, plus efficaces et plus prévisibles. 9

LE DÉPARTEMENT D'ETAT A CONSACRÉ 5 MILLIONS DE DOLLARS AU DÉMINAGE

Ces fonds servent à financer notamment des programmes de déminage en Angola.....10

LA PARTICIPATION DES E.-U. AUX SECOURS ILLUSTRE LEUR GÉNÉROSITÉ, DIT M. POWELL

La tournée du secrétaire d'Etat dans les pays sinistrés

Washington - Lors de sa tournée dans les pays frappés par le tsunami, le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, a déclaré le 4 janvier à Djakarta (Indonésie) que l'apport de secours dans les zones sinistrées par des soldats américains donnait au monde musulman et au reste du monde l'occasion de constater la générosité des Etats-Unis et la mise en œuvre de leurs principes.

“Nous nous soucions de la dignité de chaque personne (...) et de la nécessité de répondre aux besoins de toute personne quelle que soit sa religion. Les Etats-Unis ne sont pas un pays anti-islamique et antimusulman”, a-t-il fait remarquer dans une interview qu'il a accordée ce jour-là.

Le secrétaire d'Etat s'est déclaré conscient des difficultés auxquelles l'Indonésie avait à faire face pour faire parvenir des secours aux victimes du tsunami du fait du manque d'hélicoptères et d'autre matériel. Il a indiqué que les Etats-Unis allaient examiner la demande de l'Indonésie au sujet de la levée de l'embargo que Washington avait placé sur les ventes de matériel militaire à ce pays après le conflit de 1999 dans le Timor oriental.

A propos de la réunion internationale qui devait porter, le 6 janvier à Djakarta, sur les besoins des pays sinistrés, M. Powell a déclaré : “Je ne doute pas que certains pays vont s'engager à faire de nouvelles contributions, mais je pense que nous devons surtout veiller à ce que les fonds déjà promis et les secours qui sont en route soient bien distribués pour satisfaire les besoins.”

Quelques heures auparavant, M. Powell avait parlé à Bangkok de la coopération avec la Thaïlande et d'autres pays asiatiques relativement aux compétences techniques nécessaires à l'installation dans l'océan Indien d'un système d'alerte en cas de tsunami.

Dans l'immédiat, a-t-il dit, les Etats-Unis peuvent aider la Thaïlande dans trois domaines : la recherche des corps des victimes, l'identification des corps et la remise en état des terres dévastées.

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat a déclaré que le montant que le gouvernement des Etats-Unis consacrerait aux secours serait plus élevé que les 350 millions de dollars annoncés, étant donné que le ministère de la défense dépensait des sommes supplémentaires au titre de la livraison des secours d'urgence.

Selon le ministère de la défense, quelque 13.000 militaires américains participent aux opérations de secours. Depuis le début de ces opérations, ils ont transporté par voie aérienne quelque 145 tonnes d'eau, 60 tonnes de vivres et près de 4 tonnes de médicaments et de fournitures médicales.

Lors du point de presse organisé le 4 janvier par le ministère de la défense, le commandant des forces américaines dans le Pacifique a indiqué que les Etats-Unis avaient l'intention de doubler le nombre des hélicoptères destinés à transporter des secours d'urgence dans les zones sinistrées.

Pour sa part, le coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU, M. Jan Egeland, a réfuté les critiques selon lesquelles les Etats membres avaient réagi trop tardivement ou en apportant une aide trop faible. "Je suis en désaccord avec ceux qui disent que les Etats-Unis ont réagi trop lentement, a-t-il dit. Du point de vue de l'ONU, ils ne pouvaient pas jouer un rôle plus actif en faisant face à cette catastrophe."

Selon certaines estimations, le nombre des personnes qui ont péri dans les 12 pays sinistrés atteindrait 150.000, et des millions d'autres seraient sans abri.

En ce qui concerne la dette publique extérieure des pays sinistrés, le ministre britannique des finances, M. Gordon Brown, a indiqué qu'il comptait inciter, avec le soutien des Etats-Unis, les pays riches à déclarer un moratoire sur le remboursement de cette dette.

Selon des informations parues dans la presse, il a

expliqué que, après avoir obtenu le soutien du ministre américain des finances, M. John Snow, il ferait en sorte que le Club de Paris, qui regroupe les pays créanciers, se réunisse le 12 janvier pour prendre une décision à ce sujet. Le ministère des finances des Etats-Unis n'avait pas encore diffusé de communiqué de presse à ce propos en fin de journée le 4 janvier.

TSUNAMI : LE RÔLE DES ETATS-UNIS DANS L'APPORT DE SECOURS S'ACCROÎT

Résumé des initiatives mises en route jusqu'ici

Washington - Le président Bush a annoncé le 3 décembre qu'il avait sollicité l'aide de ses deux prédécesseurs à la Maison-Blanche, M. Bill Clinton et son père M. George H.W. Bush, pour encourager les Américains à faire des dons en espèces à des organisations caritatives qui fournissent déjà des secours aux survivants du tsunami qui a ravagé les pays de l'océan Indien, faisant quelque 150.000 victimes.

Jusqu'ici, le gouvernement des Etats-Unis s'est engagé à débloquer 350 millions de dollars au titre de l'aide publique des Etats-Unis et a aussi déployé diverses unités militaires afin d'aider les pays à se remettre sur pied et à distribuer l'aide.

Selon le président, si les survivants de la catastrophe peuvent s'attendre à un appui logistique renforcé et à ce que du matériel militaire supplémentaire leur parvienne pour assurer la production d'eau potable, ils peuvent s'attendre également à une aide encore plus importante de la part des associations caritatives privées des Etats-Unis.

"La rapidité avec laquelle notre pays a réagi est le reflet de la compassion de notre nation (...) Mais, ce n'est pas le gouvernement qui est à l'origine de la générosité de l'Amérique, c'est le bon coeur du peuple américain", a-t-il souligné.

Le président Bush, son père et M. Clinton se sont rendus aux ambassades d'Inde, d'Indonésie, du Sri Lanka et de Thaïlande pour signer des livres de condoléances.

L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et le ministère de la défense, ont indiqué leurs responsables à l'occasion d'un point de presse, s'efforcent d'évaluer les besoins, d'acheminer les marchandises vers les régions dévastées et de les distribuer à ceux qui en ont le plus besoin. Ils estiment qu'entre 3 et 5 millions de personnes dans les douze pays touchés par le tsunami sont directement concernées et qu'un grand nombre d'entre elles sont sans abri.

L'aide revêt diverses formes, entre autres :

- l'USAID a dépêché 135 spécialistes et les corps d'armée ont envoyé trois équipes dans la région afin d'évaluer l'étendue des dégâts ;
- une escadre aéronavale comprenant le porte-avions "Abraham Lincoln" est dans la région et appuie les opérations de secours avec 19 hélicoptères ;
- une escadre de bâtiments de guerre comprenant le "Bonhomme Richard" ayant à bord 24 hélicoptères va arriver dans la région sous peu ;
- l'armée de l'air américaine a envoyé dans la région 17 C-130 pour le transport des secours ;
- des avions-cargos de l'armée de l'air ont déjà acheminé 430.000 tonnes de secours vers la région depuis le 26 décembre ;
- des hélicoptères de l'armée américaine transportent des secours vers des régions isolées et permettent le transport de malades et de blessés vers des établissements de soins ;
- l'armée américaine a dépêché dans la région sept bâtiments capables de produire près de 2,4 millions de litres d'eau potable quotidiennement.

A bord de l'avion qui le conduisait à Bangkok (Thaïlande), le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, a fait remarquer aux journalistes qu'étant donné le montant d'aide déjà promise (plus de deux milliards de dollars), le problème n'était pas le manque d'argent, mais plutôt la distribution rapide des secours.

Réfutant les critiques selon lesquelles l'aide des Etats-Unis était insuffisante, M. Powell a fait remarquer: "Je pense que beaucoup de choses ont été accomplies en quatre ou cinq jours. Et si je souligne ce point, c'est parce que je ne pense pas qu'on devrait faire croire au peuple américain que leur président et leur gouvernement n'ont pas fait preuve de diligence dès le premier jour."

De l'avis de l'administrateur de l'USAID, M. Andrew Natsios, qui accompagne M. Powell lors de sa tournée en Thaïlande, en Indonésie, au Sri Lanka et en Inde, la

visite de personnalités de haut rang pourrait rendre espoir aux populations touchées par le séisme qui sont sous le choc, car elles se rendent ainsi compte qu'elles ne sont pas oubliées.

Selon un porte-parole du Commandement américain dans le Pacifique (PACOM), le capitaine de la Marine Roger Welch, les importantes opérations de secours menées par les militaires se poursuivront jusqu'au moment où les pays touchés n'auront plus besoin d'aide.

Au 3 janvier, a-t-il dit, 12.600 soldats de l'armée de terre, de la marine, du Corps des Marines, de l'armée de l'air et des garde-côtes se trouvaient dans la région touchée et ils avaient l'appui de 21 bâtiments et de 80 avions militaires (dont plus de 70 hélicoptères).

Le capitaine Welch a précisé que 76.800 rations avaient été livrées à l'Indonésie et 32.000 aux Maldives, que le courant avait été rétabli dans certaines des régions côtières clés d'Indonésie, que les encombrements s'atténuaient à l'aéroport de Colombo, au Sri Lanka, et que les opérations de secours allaient bon train en Thaïlande.

SEULS LES TRÈS GRANDS SÉISMES DÉCLENCHENT UN TSUNAMI

Neuf pays ont été frappés par un tsunami ces dix dernières années.

Par Cheryl Pellerin
Rédactrice du "Washington File"

Washington - Les vagues gigantesques, connues sous le nom de tsunami, qui ont fait d'innombrables victimes le 26 décembre dans plusieurs pays du pourtour de l'océan Indien ont été déclenchées par un séisme d'une magnitude de 9 (échelle de Richter) qui a eu lieu au large de la côte ouest du nord de Sumatra en Indonésie, a indiqué le Service géologique des Etats-Unis.

Un tsunami (mot japonais) est un raz-de-marée dû en général à un phénomène soudain et violent qui a lieu en mer près d'une côte ou au large des côtes. Il peut s'agir d'un séisme, d'un glissement de terrain, d'une éruption volcanique, d'une explosion nucléaire, voire de la chute d'une météorite, d'un astéroïde ou d'une comète.

Selon les géologues, les séismes et autres cataclysmes sont possibles parce que le globe terrestre se compose de diverses couches. En partant du centre, on trouve un noyau solide, un noyau liquide et un manteau solide. Le manteau se compose d'une couche non rigide, l'asthénosphère, sur laquelle flotte la couche externe de la croûte terrestre, la lithosphère.

La lithosphère est formée de plaques immenses sur lesquelles reposent les continents et les océans. Selon la théorie de la tectonique des plaques, des courants de magma se déplacent constamment sous ces plaques dans diverses directions. Parfois des plaques qui sont adjacentes s'éloignent l'une de l'autre ou s'entrechoquent. Une plaque peut aussi glisser sous une autre (phénomène de subduction).

Les tsunamis les plus destructeurs sont déclenchés par de grands séismes dont l'épicentre ou la ligne de faille se trouve près de l'océan ou au fond de l'océan à une faible profondeur. Ils ont lieu en général dans des parties du monde situées le long de plaques tectoniques où se produit le phénomène de subduction.

Lorsque les plaques glissent l'une au-dessus de l'autre dans l'océan, elles créent de grands séismes qui déplacent d'immenses superficies du fond de l'océan sur des distances allant de quelques kilomètres à un millier de kilomètres ou plus. Ce phénomène a un effet sur la surface de l'océan : il déplace de l'eau et crée une série d'ondes marines. L'énergie du tsunami est diffusée dans toute la colonne d'eau située au-dessus de l'épicentre sismique, quelle que soit la profondeur de l'océan

Les navires en haute mer peuvent ne pas ressentir les effets d'un tsunami, mais à leur approche des côtes et des eaux peu profondes, les vagues peuvent atteindre une hauteur considérable et se propager loin dans les terres. Ces vagues peuvent se déplacer dans l'océan aussi vite qu'un avion, à une vitesse de 800 kilomètres à l'heure.

Un tsunami se compose d'une série de vagues très longues. Celles-ci se déplacent sur la surface de l'océan dans toutes les directions en s'éloignant du centre du séisme comme les rides concentriques créées par un caillou que l'on a lancé dans une pièce d'eau.

La période des vagues (le temps qu'il faut à deux crêtes successives de vagues pour passer un point donné) peut avoir une durée de 5 à 90 minutes. Les crêtes des vagues peuvent atteindre une longueur d'un millier de kilomètres et être éloignées les unes des autres de quelques

kilomètres à une centaine de kilomètres alors qu'elles se déplacent dans l'océan.

En pleine mer, la longueur d'onde d'un tsunami peut atteindre jusqu'à 200 kilomètres et être plusieurs fois supérieure à la profondeur de l'océan, qui est de l'ordre de quelques kilomètres.

Les vagues d'un tsunami en pleine mer peuvent se déplacer pendant de longues périodes de temps sur des distances de milliers de kilomètres, et perdre très peu d'énergie en cours de route. Plus l'eau est profonde, plus la vitesse des vagues est élevée.

Elles arrivent sur la côte sous la forme d'une série de crêtes et de dépressions qui sont général espacées de 5 à 45 minutes. Alors qu'elles atteignent les eaux peu profondes situées le long des côtes, dans les baies ou dans les ports, leur vitesse diminue pour passer à 50 ou 60 kilomètres à l'heure.

Par exemple, dans 15 mètres d'eau, la vitesse des vagues n'est que de 45 kilomètres à l'heure, mais 100 kilomètres plus loin, d'autres vagues se dirigent en eau profonde vers la même côte à une vitesse bien plus grande et, derrière elles, d'autres vagues se déplacent encore plus vite.

Alors que les vagues deviennent comprimées près de la côte, la longueur d'onde se réduit et l'énergie des vagues se dirige vers le haut, accroissant ainsi leur hauteur considérablement. Même si une vague n'avait que 1 mètre de haut en pleine mer, elle peut atteindre 30 à 35 mètres lorsqu'elle déferle sur la côte. Si le tsunami a lieu à marée haute ou s'il y a une tempête dans la région à ce moment-là, les effets se cumulent et l'inondation et la destruction sont d'autant plus graves.

Tous les séismes ne déclenchent pas un tsunami. Il faut en général que le séisme ait une magnitude de plus de 7,5 pour en produire un. Selon des estimations, le tremblement de terre du 26 décembre, dont l'épicentre était au large du nord de l'île de Sumatra, soit à quelque 1.300 kilomètres de la capitale de l'Indonésie, Djakarta, avait une magnitude de 9.

Des tsunamis peuvent avoir lieu dans tous les océans, mers intérieures et grands lacs, mais on les observe surtout dans l'océan Pacifique, du fait que celui-ci couvre plus d'un tiers de la surface terrestre, qu'il est entouré de nombreuses chaînes de montagnes et qu'il comprend des fosses abyssales et des arcs insulaires dénommés le "cercle de feu" où ont lieu la plupart des séismes (au

large des côtes du Kamtchatka, du Japon, des îles Kouriles, de l'Alaska et de l'Amérique du Sud). De nombreux tsunamis se produisent aussi dans les mers qui bordent l'océan Pacifique.

Un des tsunamis les plus importants et les plus destructeurs que l'on ait jamais enregistré est celui de 1883 qui a fait suite à l'éruption volcanique de Krakatoa en Indonésie. Cette éruption a créé des vagues de 41 mètres de haut qui ont détruit des villages situés le long du détroit de Sunda entre l'île de Java et l'île de Sumatra et causé la mort de quelque 36.000 personnes.

Selon certains géologues, l'éruption ou l'effondrement du volcan de Santorin dans la mer Egée aurait détruit la civilisation minoenne en Grèce, en 1490 av. J.-C.

Au cours des dix dernières années, des tsunamis de grande ampleur ont eu lieu au Nicaragua (1992), en Indonésie (1992, 1994 et 1996), au Japon (1993), aux Philippines (1994), au Mexique (1995), au Pérou (1996 et 2001), en Papouasie-Nouvelle-Guinée (1998), en Turquie (1999) et au Vanuatu (1999).

Pour de plus amples renseignements en anglais sur les tsunamis, veuillez consulter les sites Internet suivants :

<http://www.tsunami.org/>
http://www.prh.noaa.gov/itic/library/about_tsu/faqs.html
<http://walrus.wr.usgs.gov/tsunami/>
<http://walrus.wr.usgs.gov/tsunami/links.html>
http://www.prh.noaa.gov/pr/hq/itic/library/pubs/great_waves/tsunami_great_waves_1.html

LES IRAKIENS SE PRÉPARENT EN VUE DE LEUR PREMIÈRE ÉLECTION DEPUIS 50 ANS

Une Assemblée démocratiquement élue rédigera la nouvelle constitution.

Par David Shelby
 Rédacteur du " Washington File "

Washington - On estime à 13,9 millions le nombre d'Irakiens qui pourront voter le 30 janvier 2005, lors de la première élection parlementaire ouverte, directe et multipartite à être organisée dans leur pays depuis plus de 50 ans.

Plus de cent partis, coalitions, et personnalités sont en lice pour les 275 sièges à l'Assemblée nationale transitoire. Si l'on compte tous les candidats indépendants et tous les noms figurant sur les listes représentant des partis, il y a plus de 7.000 candidats pour ces sièges. Les électeurs n'auront qu'un seul choix : soit une liste représentant un parti, soit un candidat individuel.

Les sièges à l'Assemblée seront assignés sur la base d'une représentation proportionnelle. Un candidat ou parti qui recevra 1/275e des voix aura un siège. Un parti qui recevra 20 % des voix remportera 20 % des sièges, lui permettant ainsi d'envoyer les 55 personnes figurant en tête de sa liste à l'Assemblée.

Le principal but de l'Assemblée sera de rédiger une nouvelle constitution pour l'Irak. En vertu de la Loi administrative transitoire, alors qu'elle élabore la constitution, l'Assemblée doit encourager le débat par le biais de réunions régulières ouvertes au public dans toutes les régions d'Irak, ainsi que par le truchement des médias et en encourageant des propositions de la part des citoyens.

L'Assemblée a jusqu'au 15 août 2005 pour élaborer une nouvelle constitution. Ce projet de constitution sera ensuite rendu public et soumis à un référendum général avant le 15 octobre 2005. Si les électeurs irakiens votent en faveur de ce document, des élections nationales tenant compte des dispositions de la nouvelle constitution auront lieu le 15 décembre 2005 au plus tard et un nouveau gouvernement assumera le pouvoir le 31 décembre 2005.

Pendant la période de transition, l'Assemblée aura aussi le rôle de législature nationale et elle encadrera les responsables de l'exécutif qu'elle aura choisis. Les membres de l'Assemblée choisiront parmi eux un président et deux présidents adjoints qui auront les fonctions de chefs d'Etat. Ce Conseil présidentiel disposera de deux semaines pour choisir un premier ministre ; ce dernier aura un mois pour former un conseil des ministres. Les ministres seront soumis à un vote de confiance de la part de l'Assemblée avant d'assumer leur position.

Les Irakiens devront aussi élire leurs représentants aux Conseils régionaux : 41 sièges sont à pourvoir dans les provinces et 51 dans la capitale, Bagdad. Au Kurdistan, ce sont les 111 membres du Parlement autonome du Kurdistan qui devront être élus.

Les élections du 30 janvier 2005 seront les premières élections parlementaires multipartites depuis 1953. Durant la première moitié du XXe siècle, l'Irak, alors

en proie à une période de turbulences politiques caractérisées par de nombreux gouvernements de très courte durée, prit quelques mesures limitées pour établir une monarchie constitutionnelle. Après le coup d'Etat de 1958 mené par le général d'armée Abdul Karim Kassem, il n'y eut plus d'élections jusqu'à la création, en 1980, d'une Assemblée nationale strictement contrôlée par le parti baassiste.

Qualifications des candidats

En vertu de la Loi administrative transitoire, les candidats à la nouvelle Assemblée nationale transitoire doivent être âgés de 30 ans au minimum et avoir un diplôme d'études secondaires. Ils ne peuvent pas être des membres actifs de l'appareil militaire et ne peuvent pas avoir été des responsables de haut rang du parti baassiste. Les candidats ne peuvent pas non plus avoir travaillé pour des organes gouvernementaux de répression, tels que les services secrets de l'ancien régime, s'être enrichis personnellement avec les finances publiques ou avoir été inculpés de crimes de mœurs.

Les personnes et les partis souhaitant figurer sur le bulletin de vote ont dû soumettre à la Commission électorale indépendante, avant le 15 décembre, une pétition signée par 500 personnes au moins. Certains candidats se sont présentés indépendamment d'un parti quelconque. Les listes des partis doivent comporter 12 candidats au moins et 275 au plus.

Par ailleurs, un tiers des candidats figurant sur les listes de partis doivent être des femmes. La Commission électorale a adopté cette règle afin de satisfaire l'objectif énoncé dans la Loi administrative selon lequel au moins 25 % de l'Assemblée devaient être des femmes.

Des partis de l'ensemble du pays ont enregistré leur liste de candidats. Parmi les partis les plus connus, on note l'Alliance nationale unie à majorité chiite ; l'Alliance kurde ; l'Accord national irakien, parti laïque du premier ministre Allaoui ; le Parti irakien, parti du président al-Yawar.

Préparations des élections

Le 20 décembre, la Commission électorale a organisé une loterie télévisée à l'échelle nationale pour déterminer l'ordre dans lequel les listes des partis et les candidats indépendants figureront sur le bulletin de vote. Afin de faciliter le choix de l'électeur confronté à un bulletin de vote comportant de nombreuses informations, celui-ci comportera le nom exact de chacun des partis ayant

présenté une liste de candidats ainsi que le symbole par lequel il est reconnu et un numéro.

La Commission électorale est indépendante de tout autre organe gouvernemental. Ce sont des responsables de l'ONU qui ont choisi les huit commissaires parmi quelque 1.800 candidats originaires des quatre coins de l'Irak. A dessein, elle n'est affiliée à aucun parti politique.

La Commission a employé 6.000 Irakiens afin de faciliter l'inscription des Irakiens sur les listes électorales et l'enregistrement des candidats. La liste des électeurs en puissance se fonde sur la liste actuelle des gens bénéficiant de la distribution de vivres. Les Irakiens ont eu six semaines pour corriger les éventuelles erreurs et ont pu le faire dans n'importe lequel des 500 bureaux d'inscription dispersés dans le pays.

La Commission s'emploie aussi à embaucher et à former plus de 100.000 Irakiens qui travailleront ou auront un rôle d'observateur dans les 6.000 à 7.000 bureaux de vote le 30 janvier 2005. Plusieurs organisations non gouvernementales et partis politiques préparent aussi leurs membres au rôle d'observateur des élections.

L'emplacement exact de tous les bureaux de vote n'a pas encore été annoncé, mais il est prévu d'utiliser des lieux qui pourront être facilement sécurisés et à l'intérieur desquels les gens pourront faire la queue. Seuls des ressortissants irakiens seront chargés de veiller au bon déroulement des élections.

Les Irakiens habitant hors de l'Irak pourront aussi voter. La Commission a identifié 14 pays où réside un grand nombre d'Irakiens à qui elle aimerait pouvoir donner la possibilité de voter. Pour l'instant, seuls l'Australie, le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Iran, la Jordanie, les Pays-Bas, la Suède, le Royaume-Uni et les Etats-unis ont consenti à accueillir des bureaux de vote. Des discussions se poursuivent avec la Syrie, la Turquie et les Emirats arabes unis.

Tous les citoyens irakiens âgés de 18 ans au moins, ainsi que les Irakiens n'ayant plus la citoyenneté irakienne mais qui peuvent légalement la recouvrer, ont le droit de voter dans l'un ou l'autre des bureaux de vote organisés dans ces pays. Le manque de données démographiques peut rendre difficiles les prévisions en ce qui concerne le nombre d'Irakiens expatriés qui pourraient souhaiter voter à l'étranger, mais la Commission électorale se déclare prête à traiter un million de ces votes.

LES IRAKIENS ASSUMENT LA RESPONSABILITÉ DU PROCESSUS ÉLECTORAL

Des centaines de groupes se préparent à participer au processus politique.

Par David Shelby
Rédacteur du " Washington File "

Washington - La préparation des élections parlementaires qui doivent se tenir le 30 janvier en Irak est différente des premières expériences démocratiques faites par d'autres pays en transition car, dans ce pays, seuls des responsables irakiens en assurent l'administration et la direction.

C'est ce qu'a fait valoir le président de l'Institut démocratique national (National Democratic Institute, NDI), le 3 janvier, à l'occasion d'une conférence de presse organisée à Washington.

" Cette élection n'est pas organisée par les Nations unies ; elle n'est pas non plus organisée par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Ce n'est pas comme au Cambodge, en Bosnie, au Timor oriental, au Mozambique. C'est une élection qui est organisée par les autorités électorales irakiennes et qui bénéficie de quelques conseils techniques de la part de la communauté internationale ", a-t-il expliqué.

Le NDI, et l'Institut international républicain (International Republican Institute, IRI) sont deux des principales organisations offrant des conseils techniques et une formation aux responsables électoraux irakiens, aux partis politiques et aux organisations civiques.

Le NDI et l'IRI organisent des conférences et des ateliers de formation s'inspirant des expériences et du savoir de chefs de file politiques et civiques de pays qui ont récemment adopté la démocratie de façon à encourager un dialogue en connaissance de cause en ce qui concerne la création d'institutions démocratiques.

" L'objectif de ces initiatives est d'essayer de partager ces expériences et ce savoir international, mais au bout du compte, ce seront les Irakiens qui organiseront les élections, qui y participeront, qui garantiront l'intégrité de leur déroulement, et ce sont eux qui seront les juges de la légitimité des institutions auxquelles les élections auront donné naissance ", a souligné M. Wollack.

Tant M. Wollack que la vice-présidente de l'IRI, Mme

Judy Van Rest, ont fait valoir l'importance d'une grande participation à ces élections, précisant que l'engagement de nombreux partis politiques et d'organisations civiques donne aux gens le sentiment d'avoir leur mot à dire dans le processus politique et un enjeu dans le gouvernement.

Selon M. Wollack, le rôle du NDI et de l'IRI n'est pas de donner des instructions sur la façon de faire fonctionner une démocratie, mais plutôt de donner la possibilité aux gens de partager leurs expériences en matière d'organisation d'associations au sein d'un système démocratique.

" Nous faisons très peu de promotion de la démocratie, mais nous appuyons plutôt ceux qui, dans d'autres pays, essayent de passer à des systèmes politiques plus ouverts, des systèmes pluralistes ", a-t-il expliqué, ajoutant qu'il appartenait aux Irakiens de décider de l'issue des élections et que le NDI et l'IRI, eux, s'intéressaient au processus conduisant aux élections et au développement à long terme, tant économique que politique, de l'Irak.

Plus de 200 partis politiques et des centaines d'associations civiques ont été créés en Irak depuis la chute de l'ancien régime et ces groupes, a dit M. Wollack, s'intéresseront encore de près au processus électoral longtemps après les élections du 30 janvier.

TEXTILES : LA FIN DES CONTINGENTS INQUIÈTE CERTAINS PAYS

Ces pays craignent le déferlement des produits importés de Chine.

Par Andrzej Zwaniecki
Rédacteur du " Washington File "

Washington - Les Etats membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se préparent à faire face à des mutations considérables dans le commerce des textiles et des vêtements alors que les entreprises de divers pays tentent de s'adapter à la nouvelle libéralisation des échanges dans ce domaine qui fait suite à l'expiration, le 31 décembre 2004, du régime de contingentement.

Aussi bien les grands pays importateurs de textiles et de vêtements que les petits pays exportateurs craignent que les exportations de la Chine et de l'Inde augmentent

considérablement et qu'elles aient un effet dévastateur sur l'emploi de millions d'habitants de pays producteurs dont le secteur du textile et de l'habillement est moins important et moins concurrentiel.

L'Accord multifibres de 1974, qui faisait partie de l'Accord général sur les tarifs douaniers et sur le commerce (GATT), et l'Accord sur les textiles et les vêtements arrivé maintenant à expiration ont régi le commerce dans ce domaine grâce à un régime de contingentement des importations adapté à chaque pays.

Dans un rapport qu'elle a rendu public en février dernier, la Commission du commerce extérieur des Etats-Unis indique que la Chine est sur le point de jouer un rôle dominant sur le marché américain des textiles et des vêtements parce que les entreprises chinoises sont en mesure de produire presque toutes les catégories de textiles et de vêtements à tous les degrés de qualité et à un prix concurrentiel. Selon une étude de l'OMC parue en 2004, la part de la Chine dans le commerce mondial des textiles et des vêtements pourrait plus que doubler pour passer de 25 % en 2002 à 50 % après la fin des contingents.

De nombreux pays en développement, tels que le Bangladesh, l'Egypte, Madagascar, le Sri Lanka et l'Ouganda, craignent que les importations en provenance de la Chine et de l'Inde fassent disparaître leurs produits du marché des grands pays industriels.

Sous la direction de Maurice, un groupe de 10 pays en développement ont demandé à l'OMC d'évaluer l'incidence de la suppression des contingents sur les différents pays. Il a aussi demandé des conseils à l'OMC pour ce qui est de l'adaptation à la période de transition aboutissant à une plus grande libéralisation du commerce, indique un communiqué de presse que l'OMC a diffusé le 7 octobre.

Néanmoins, des consultations officieuses entre les Etats membres de l'OMC n'ont pas abouti à la conclusion d'un accord formel au sujet de l'apport d'une aide aux pays producteurs les plus vulnérables. La Chine, l'Inde et d'autres pays exportateurs ont soutenu que de tels pays devraient chercher à obtenir un meilleur traitement préférentiel de la part des grands pays importateurs et une aide des institutions financières multilatérales au lieu d'exonérations de la part de l'OMC.

De leur côté, les producteurs de 51 pays en développement ont apporté leur soutien à une pétition déposée en octobre par le secteur du textile des Etats-Unis en vue de limiter les importations américaines de textiles et de

vêtements chinois dans 9 catégories, dont les chaussettes, les pantalons en coton et en matières synthétiques, les pantalons en laine, les chemises de tricot en coton et en matières synthétiques et les sous-vêtements.

Se déclarant préoccupé au sujet de la possibilité de la désorganisation du marché, le gouvernement Bush a décidé, le 22 octobre, de contingenter les importations de chaussettes en provenance de la Chine pour une période d'un an au maximum. En outre, en date du 6 décembre, il avait accepté d'examiner des demandes de contingentement dans toutes les 9 catégories.

Dans les années 1980, l'adoption par les Etats-Unis de mesures de sauvegarde semblables visant à limiter les importations de machines-outils et d'automobiles en provenance du Japon avaient abouti à la limitation volontaire des exportations par les producteurs japonais.

La commission interministérielle chargée de l'application des accords sur les textiles aux Etats-Unis ("Committee for the Implementation of Textiles Agreements") a aussi accepté d'examiner la demande du secteur du textile des Etats-Unis relative à la remise en place des contingents fixés en décembre 2003 pour les importations de tissus et de vêtements en provenant de la Chine dans 3 autres catégories.

De tels contingents peuvent être fixés dans le cadre des mesures de sauvegarde prévues par l'accord commercial bilatéral de 2001 entre les Etats-Unis et la Chine, accord dans lequel les Etats-Unis approuvent l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce.

Toutefois, les détaillants et les importateurs américains de vêtements, qui ont accueilli avec satisfaction la suppression des contingents, soutiennent que le gouvernement a approuvé les demandes de mesures de sauvegarde en se fondant uniquement sur la simple possibilité d'une désorganisation du marché due à une éventuelle augmentation considérable des importations, plutôt que sur des faits indiquant une réelle désorganisation du marché comme l'exige la loi. En conséquence, ils ont intenté une action le 2 décembre en vue d'empêcher le gouvernement Bush de fixer de nouveaux contingents. Certains détaillants ont indiqué que l'éventualité d'une telle mesure avait déjà perturbé leurs projets d'importer des marchandises de Chine en 2005 et que cette mesure limiterait les avantages escomptés pour les consommateurs.

La Chine a reconnu indirectement que le passage au nouveau régime risquait d'être difficile lorsqu'elle a annoncé

le 12 décembre qu'elle commencerait à compter du 1er janvier 2005 de taxer les exportations de textiles et de vêtements afin de "garantir une transition en douceur" à l'expiration du régime de contingentement.

Cette déclaration a été reçue avec prudence par le gouvernement Bush et par le Conseil européen, l'organe directeur de l'Union européenne, car elle ne fournit pas de détails sur l'ampleur des droits d'exportation que la Chine a l'intention de percevoir.

Le gouvernement Bush a décidé d'envisager de continger de nouveau les importations en provenance de la Chine après la déclaration du gouvernement chinois. L'Union européenne a décidé, le 22 décembre, de faire en sorte que les entreprises de textiles européennes puissent déposer une plainte contre le dumping de textiles exportés par la Chine sur le marché européen.

LES MÉCANISMES LIÉS À L'OCTROI DE VISAS ONT ÉTÉ ÉVALUÉS ET AMÉLIORÉS

Ils sont aujourd'hui plus équitables, plus efficaces et plus prévisibles.

Par Charlene Porter
Rédactrice du "Washington File"

Washington - Les mécanismes d'octroi de visas par les Etats-Unis ont subi d'importants changements depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001. Les nouvelles procédures ont causé quelques retards et difficultés pour les visiteurs venant de l'étranger, mais le gouvernement américain a créé un système qui est aujourd'hui plus rapide, plus efficace et plus sûr que jamais.

C'est ce qu'a indiqué la sous-secrétaire d'Etat adjointe aux affaires consulaires, Mme Janice Jacobs, à l'occasion d'une interview au "Washington File". "Nous voulons avoir le système le plus efficace, le plus transparent et le plus prévisible possible", a-t-elle expliqué.

Mme Jacobs se souvient des jours difficiles qui ont suivi les attaques du 11 septembre, une période durant laquelle les procédures d'octroi de visas pour lesquelles le département d'Etat est responsable ont été évaluées et révisées afin de répondre aux nouvelles réalités en matière de sécurité. Peu à peu, les organes gouvernementaux des Etats-Unis impliqués dans la sécurité des

frontières ont mis au point des mesures adaptées à l'ère nouvelle. De nouveaux critères ont été adoptés pour l'approbation des visas ; de nouvelles techniques ont été incorporées au système ; un personnel plus nombreux a été attaché à l'accomplissement de la tâche et un regain d'efforts a été déployé pour améliorer la coopération et la communication entre les divers organes du gouvernement impliqués dans une politique que le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, a résumée en ces quelques mots : "Sécurité des frontières, portes ouvertes".

En vertu des nouvelles procédures, un plus grand nombre de demandeurs de visas pour l'entrée sur le territoire américain doivent personnellement répondre aux questions d'un représentant du gouvernement des Etats-Unis que précédemment avant de recevoir ce visa. Ceci est dû au fait que le Congrès des Etats-Unis a exigé que les visas accordés par le département d'Etat à partir du 26 octobre 2004 comportent des données biométriques. Dès le 7 octobre, les 207 consulats des Etats-Unis à l'étranger s'occupant des questions ayant trait aux visas prenaient les empreintes des index et une photo numérique de chaque demandeur de visa avant de mener l'interview. Une fois celle-ci terminée, 97 % des demandeurs de visa savent dans les deux jours qui suivent si celui-ci leur a été ou non accordé.

Le rendez-vous pour l'interview du demandeur de visa peut demander plus de temps qu'avant les attaques du 11 septembre 2001, a précisé Mme Jacobs, mais le Bureau des affaires consulaires s'efforce d'assurer la transparence de cet élément des procédures en publiant les délais qui peuvent être nécessaires dans chacune des ambassades. L'utilisation de son site internet : <http://travel.state.gov/> a été simplifiée et on peut y trouver les informations liées à la demande d'un visa, notamment des renseignements sur le genre de questions qui seront posées lors de l'interview, les documents qu'il faudra fournir, et les critères sous-tendant l'octroi du visa.

Moins de 3 % des demandeurs de visa se butent à des procédures plus longues et font l'objet d'un examen plus approfondi en matière de sécurité, une évaluation qui est faite à Washington, a indiqué Mme Jacobs, ajoutant que les personnes associées à certaines spécialités scientifiques qui reposent sur l'utilisation de technologies pouvant avoir un double usage ou pouvant menacer la sécurité nationale pourraient faire partie de cette minorité.

Le remaniement des mécanismes liés aux enquêtes de sécurité, qui sont faites à Washington, n'a pas été tâche facile, a-t-elle dit, et certains demandeurs de visa ont

dû attendre plusieurs mois avant d'avoir une réponse. Ce problème a suscité de nombreuses plaintes de la part des scientifiques et universitaires américains en 2002 et 2003, et les procédures ont été nettement améliorées depuis.

“ L'année dernière, à cette époque, il fallait environ 75 jours pour étudier un dossier. Il nous en faut seulement 20 aujourd'hui. Nous avons donc fait des progrès considérables “, a-t-elle fait remarquer.

Lorsque les délais étaient longs, Mme Jacobs n'a pas été sourde à l'appel en faveur d'une prévisibilité dans les procédures d'octroi de visa, et cet élément a été rétabli, assure-t-elle. “ Les gens savent que dans un mois au plus, ils auront une réponse positive ou négative à leur demande de visa “, a-t-elle souligné.

Toutes les ambassades et consulats ont reçu l'ordre d'accorder la priorité à l'examen des dossiers des étudiants et autres voyageurs associés à des programmes d'échanges académiques ou professionnels afin de garantir qu'ils pourront arriver aux Etats-Unis à temps pour commencer leur programme.

Le département d'Etat a accru son personnel attaché à l'examen des dossiers des demandeurs de visa et les nouveaux employés, a indiqué Mme Jacobs, reçoivent une formation les encourageant à reconnaître l'importance de leur travail et les incitant à traiter chaque demandeur de visa avec dignité et équité. Elle rappelle à ces employés qu'ils sont “ le visage public de leur gouvernement et de leur pays “.

“ L'impression que vous donnez est l'impression que les gens garderont du pays, du gouvernement, du département d'Etat et des autres Américains “, dit-elle aux nouveaux employés.

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT A CONSACRÉ 5 MILLIONS DE DOLLARS AU DÉMINAGE

Ces fonds servent à financer notamment des programmes de déminage en Angola.

Le 20 décembre, le bureau du département d'Etat chargé des projets d'élimination d'armes et de réduction des armements a publié une note à l'intention des médias indiquant qu'il avait accordé une aide financière de

quelque 5 millions de dollars à des organisations non gouvernementales, des organisations internationales, des universités et des associations civiques afin d'appuyer les projets mis en oeuvre dans le cadre de l'action humanitaire antimines.

Le département d'Etat a aussi rendu publique une note à l'intention des médias expliquant comment la vente de stocks excédentaires de lait en poudre servira à financer le déminage en Angola.

On trouvera ci-après le texte de ces notes.

Département d'Etat des Etats-Unis
Note à l'intention des médias
Bureau du porte-parole
Washington, le 20 décembre 2004

Des dons à l'appui de l'action humanitaire antimines

Le bureau du département d'Etat chargé des projets d'élimination d'armes et de réduction des armements, au sein du bureau des affaires politiques et militaires, a répondu favorablement aux demandes d'aide financière soumises par des organisations non gouvernementales, des organisations internationales, des universités et des associations civiques oeuvrant en faveur du déminage pour raisons humanitaires et a fait don de plus de 5 millions de dollars. Ces fonds s'ajoutent aux quelque 115 millions de dollars que le département d'Etat a consacrés au déminage durant l'année budgétaire 2004.

Les organismes qui suivent en ont été les bénéficiaires :

- le “Mines Advisory Group”, afin d'appuyer des programmes de déminage au Cambodge et au Viêt Nam, de sensibiliser les populations aux risques posés par les mines dans le sud du Soudan et d'élaborer une méthodologie pour étudier les sites, en Angola, recelant des munitions abandonnées ou dangereuses ;
- l'UNICEF, afin d'organiser, au niveau local, des programmes de sensibilisation aux dangers liés aux mines en Afghanistan et au Sénégal ;
- le Programme alimentaire mondial des Nations unies, afin de procéder au déminage des routes dans le sud du Soudan ;
- la Fondation des anciens combattants américains du Viêt Nam (“Vietnam Veterans of America Foundation”),

afin d'aider le Bureau national du déminage du Liban à évaluer l'incidence à long terme des mines terrestres ;

- le "Centre international de déminage humanitaire", de Genève, afin d'étudier la synergie qui existe entre l'action humanitaire antimines et les programmes concernant les armes de petit calibre et les armes légères ;

- le "Marshall Legacy Institute", afin d'élargir deux partenariats entre le secteur public et le secteur privé qui portent sur la détection de mines par des chiens en Azerbaïdjan et au Sri Lanka, et afin également de reproduire dans d'autres écoles des Etats-Unis et de pays étrangers, notamment dans les pays touchés par les mines, le projet de parrainage de chiens pour la détection de mines intitulé "Children Against Landmines" ("Des enfants contre les mines terrestres", CHAMPS), qu'il a mis sur pied au Wyoming ;

- l'Institut "Humpty Dumpty", en appui à son nouveau modèle de financement de l'action humanitaire antimines au moyen des fonds provenant de la vente de stocks alimentaire excédentaires qui font partie de l'aide alimentaire des Etats-Unis à l'étranger ;

- le "District 5030" du "Rotary International", par le truchement de l'"International Trade Education Foundation", de façon à sensibiliser les membres du "Rotary" dans le monde entier à l'action humanitaire antimines et à son financement, et aussi pour créer et distribuer une vidéo qui montre des membres du Rotary oeuvrant en faveur du déminage ;

- le Fonds "HALO". Le don est égal à la contribution faite par un Américain, M. George Begley, pour appuyer les opérations de déminage dans la vallée de Shomali en Afghanistan ;

- le Centre d'information sur l'action antimines de l'université James Madison, afin d'élaborer un cursus et du matériel de formation permettant d'appuyer la formation offerte par le gouvernement des Etats-Unis en matière d'action antimines et de faciliter l'organisation d'un atelier reposant sur un partenariat entre le secteur public et le secteur privé qui sera chargé d'évaluer le rôle de la société civile dans l'action humanitaire antimines et la possibilité que celle-ci appuie des projets visant à réduire le nombre des armes de petit calibre et des armes légères ;

- l'université Cranfield (Royaume-Uni), pour organiser des cours de formation dans le domaine de la gestion de

projets liés à l'action humanitaire antimines de façon à renforcer l'efficacité des programmes de déminage en Afghanistan et en Irak ;

- l'organisme "Roots of Peace", afin d'élargir son programme "Pennies for Peace" (des centimes pour la paix) mis en oeuvre dans le comté Marin (Californie) et de l'instituer dans d'autres écoles des Etats-Unis, du Japon et d'Europe, pour encourager les écoliers à appuyer l'action humanitaire antimines.

Pour de plus amples renseignements en anglais sur l'action humanitaire antimines du département d'Etat et ses projets d'élimination d'armes et de réduction des armements dans le monde, veuillez consulter le site Internet "www.state.gov/t/pm/wra".

(Fin du texte)

(Début du texte)

Département d'Etat des Etats-Unis
Note à l'intention des médias
Bureau du porte-parole
Washington, le 20 décembre 2004

La vente de stocks excédentaires de lait en poudre sert à financer le déminage en Angola

Le département d'Etat se félicite de l'initiative novatrice mise en oeuvre par l'Institut "Humpty Dumpty", organisation non gouvernementale dont le siège est à New York, afin de financer le déminage en Angola grâce au produit de la vente de stocks de lait en poudre offerts gracieusement par les producteurs américains. Grâce ce projet, de nombreuses vies seront sauvées et le développement économique sera encouragé dans l'un des pays les plus durement touchés par les mines.

L'Institut Humpty Dumpty a organisé la vente en Angola de lait en poudre sans matière grasse, obtenu dans le cadre d'un programme d'aide alimentaire du ministère américain de l'agriculture, qui autorise des Etats et des organismes étrangers à utiliser des produits de base américains dans certains pays pour réaliser des objectifs humanitaires.

Mettant à profit les recettes de la vente du lait, cet institut consacra environ 620.000 dollars au déminage de 1.500 kilomètres d'un réseau routier important reliant de riches terres agricoles aux marchés commerciaux de la région de Planalto en Angola.

En collaboration avec le Fonds "HALO", organisme qui se voue au déminage, le travail a déjà commencé en vue de la réalisation de ce projet, à la suite de la livraison et de la vente de la première cargaison de lait en poudre en octobre 2004. Le dernier envoi de lait devrait arriver dans quelques jours.

En appui à cette approche novatrice dans le domaine de l'action humanitaire antimines, le département d'Etat a récemment accordé à l'Institut Humpty Dumpty un don qui vise à appuyer l'expansion de son financement de projets antimines ainsi que la mise en oeuvre de ce modèle dans d'autres pays touchés par les mines.

L'Institut Humpty Dumpty participe au programme du département d'Etat qui repose sur des partenariats entre le secteur public et le secteur privé visant à appuyer l'action humanitaire antimines. Dans le cadre de ce programme spécial, que coordonne le bureau chargé des projets d'élimination d'armes et de réduction des armements, le département d'Etat coopère avec une cinquantaine d'associations civiques et sans but lucratif, de sociétés, d'écoles et d'autres organismes privés afin d'appuyer la cause de l'action humanitaire antimines.

Pour de plus amples renseignements en anglais sur l'action humanitaire antimines du département d'Etat et sur ses initiatives de partenariat entre le secteur public et le secteur privé, veuillez consulter le site Internet:

<http://www.state.gov/t/pm/wra>

Pour de plus amples renseignements en anglais sur l'Institut Humpty Dumpty, veuillez consulter le site:

<http://www.humptydumpty.net>.